

Forum de l'Union européenne des Juges pour l'Environnement 2017
Questionnaire en matière de Changement climatique et de Jugements
Collège Merton, Oxford, 22 et 23 septembre 2017

Introduction

Les législations traitant des changements climatiques gagnent sans cesse en volume et en portée dans le monde entier. La Convention-cadre des Nations unies sur les Changements climatiques 1992 (CCNUCC) et les accords conclus dans ce contexte ont joué un rôle important de catalyseurs pour des développements légaux dans de nombreuses juridictions. L'Union européenne s'est fermement engagée 'à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement, et *en particulier* à la lutte contre le changement climatique'¹, en tant qu'objectif environnemental-clé défini dans le cadre du Traité de Lisbonne. Cet objectif fait également partie de sa stratégie décennale 'Europe 2020', dans laquelle l'Union européenne s'engage à 'continuer à sensibiliser d'autres parties du monde à la nécessité de trouver une solution planétaire aux problèmes du changement climatique'.²

Le changement climatique n'est pas un problème à part. Il prend sa source dans de nombreuses activités différentes et en impacte de nombreuses autres. Les lois en matière de changement climatique, tant européennes que nationales, couvrent une vaste gamme de domaines, comprenant l'énergie, le commerce, le transport, l'innovation, l'aménagement du territoire et l'agriculture. Chacun de ces domaines présente ses propres défis en termes de développement de lois et de politiques suite à la nature dynamique du changement climatique, à la nécessité d'évaluer ses futurs impacts et à la façon dont il donne lieu à des controverses sociopolitiques.

¹ Article 191(1) TFUE, Versions consolidées du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), [2008] JO C115/49. Soulignement ajouté.

² Commission des Communautés européennes, Communication de la Commission, 'Europe 2020' : 'Une Stratégie pour une Croissance intelligente, durable et inclusive' COM (2010) 2020 final.

Le développement de la législation en matière de changement climatique s'est accompagné d'une augmentation du nombre de cas où le changement climatique s'est avéré pertinent dans le cadre du règlement légal de litiges. Des études académiques de ces cas traités devant des cours de justice ordinaires soulignent les nombreuses façons dont le changement climatique s'avère pertinent. Certains cas sont par exemple liés directement à l'application et l'exécution de législations en matière de changement climatique, mais d'autres ne le sont pas. Certains cas soulèvent des questions concernant la justiciabilité des problèmes posés par le changement climatique, d'autres à propos de l'accès à la justice et d'autres encore concernant l'application des remèdes.

Le but de ce questionnaire consiste à obtenir un tableau plus précis de la façon dont le changement climatique est présent dans les jugements dans le cadre des juridictions nationales à travers l'Union européenne, y compris : la nature légale des mesures nationales en matière de changement climatique ; les types d'affaires étant plaidées dans le cadre du changement climatique ; la façon dont ces questions sont jugées par les tribunaux ; les questions qu'elles soulèvent en matière d'accès à la justice ; ainsi que l'éventail et l'application des remèdes dans les cas de changement climatique. Les questions spécifiques prévues sous chaque question générale sont incluses pour encourager la réflexion, mais n'ont en aucun cas pour but de limiter les réponses. Les réponses à ces questions sont susceptibles de couvrir une large gamme de différents types de cas et elles ne se limiteront évidemment jamais à une seule réponse. Des exemples pratiques devraient être inclus si possible.

Questionnaire

Le changement climatique dans la législation

1. Comment (le cas échéant) le changement climatique et les questions liées à ce phénomène ont-ils été dûment intégrés à la législation dans votre juridiction ?

- Figurent-ils dans la constitution ; la législation ; des actes délégués ?
- Quels niveaux gouvernementaux ont été impliqués dans ces processus législatifs ?
- Quels ont été les catalyseurs de ces évolutions législatives (par exemple lois de l'Union européenne, lois internationales, agitation politique, etc.) ?

2. Comment les structures gouvernementales affectent-elles la législation relative au changement climatique ?

- Existe-t-il une ou plusieurs institutions chargées d'agir sur le changement climatique au sein de votre système légal ? Dans quelle mesure ces institutions se chevauchent-elles ou divergent-elles ?
- La séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire est-elle claire dans le cadre de l'initiation et de l'implémentation de la politique climatique dans votre juridiction ?
- La législation relative au changement climatique est-elle affectée par les pouvoirs légaux de différents niveaux gouvernements dans votre juridiction ?

Litiges en matière de changement climatique

3. Les lois en matière de changement climatique dans votre juridiction peuvent-elles servir de base pour une action judiciaire ?

- Cette base - ou l'absence d'une telle base - est-elle perçue comme étant une nouveauté légale ou non ?
- Quel rôle les lois de l'Union européenne jouent-elles à cet égard ?

4. Le changement climatique et les questions liées à ce phénomène ont-ils donné lieu à des procédures judiciaires dans votre juridiction ?

- Si oui, dans quels types de cas (sont-ils par exemple liés à certaines législations ou à autre chose) ?
- À quelle fréquence les procédures pour changement climatique sont-elles introduites en comparaison à d'autres cas impliquant des lois environnementales dans votre tribunal ?
- Quels types de questions légales sont soulevées dans ces cas (par exemple des questions de lois privées, de lois constitutionnelles, de lois administratives, de lois internationales, etc.) ?
- Le type de questions légales affecte-t-il, le cas échéant, le choix du tribunal qui se penchera sur le cas ?
- Des requêtes basées sur des droits figurent-elles parmi ces cas ?
- Dans quelle mesure la question du changement climatique constitue-t-elle une question centrale lorsqu'elle est soulevée dans de tels cas ?

Jugement des cas de changement climatique

5. Avec quelle facilité les questions légales soulevées dans ces différents cas peuvent-elles être résolues ?

- Ces cas impliquent-ils l'application de certains concepts légaux conventionnels ? Si oui, dans quelle mesure ces concepts s'appliquent-ils avec simplicité au changement climatique ?
- Ces cas impliquent-ils l'application de nouvelles doctrines légales ? Si oui, de quelle source ces doctrines ont-elles été dérivées ?
- Comment les concepts de causalité affectent-ils les actions en matière de changement climatique dans votre juridiction ?
- Votre tribunal a-t-il introduit une quelconque procédure préjudicielle concernant les lois en matière de changement climatique ou toute autre question liée à ce phénomène devant la cour de l'Union européenne ? Si non, pourquoi pas ?

6. Avec quelle facilité les questions de fait sont-elles solutionnées dans les cas impliquant le changement climatique ?

- Existe-t-il un désaccord entre les parties sur les questions de fait ? Si oui, de quels types de désaccord s'agit-il ?
- Les questions de fait exigent-elles le recours à une preuve spécialisée ? Si c'est le cas, comment cette preuve est-elle soumise au tribunal ?
- Comment les règles de preuves affectent-elles les actions en matière de changement climatique dans votre juridiction ?
- Comment les questions de fait affectent-elles la résolution des questions légales dans ces cas ?

Changement climatique et accès à la justice

7. Qui sont les parties introduisant les actions en matière de changement climatique ?

- Quel rôle jouent les citoyens individuels dans l'introduction des actions liées au changement climatique ?
- Quel rôle jouent les ONG dans l'introduction des actions climatiques ?
- Quel rôle joue l'industrie dans l'introduction des actions liées aux lois en matière de changement climatique ?
- L'industrie introduit-elle des requêtes sous l'application des mêmes lois ou de lois différentes que les ONG ?

8. Comment les règles légales concernant l'introduction d'une action affectent-elles la capacité à introduire ces cas ?

- Comment les règles nationales sur le maintien affectent-elles le jugement des cas relatifs au changement climatique ?
- Comment les questions de coût affectent-elles les actions en matière de changement climatique ?
- Existe-t-il d'autres obstacles empêchant une partie d'introduire une requête concernant le changement climatique ?

Changement climatique et remèdes

9. Quelle est la gamme de remèdes dont disposent les tribunaux nationaux dans les cas impliquant le changement climatique ?

- Quelle est la portée du choix du tribunal dans la sélection d'un remède approprié ?
- Quels sont le niveau et la disponibilité des pénalités financières ?
- De quels types de mesures injonctives le tribunal dispose-t-il ?

10. Quels types de questions les remèdes en matière de changement climatique soulèvent-ils ?

- Avec quelle facilité les remèdes sont-ils appliqués dans ces cas ?
- Les relations entre les lois privées et les lois publiques affectent-elles les remèdes dans les requêtes liées au changement climatique ?